Zeitschrift: Asiatische Studien : Zeitschrift der Schweizerischen Asiengesellschaft = Études asiatiques : revue de la Société Suisse-Asie

Herausgeber: Schweizerische Asiengesellschaft

Band: 49 (1995)

Heft: 1: Chinese Societies at the Dawn of the Third Millenium

Artikel: Les sociétés chinoises à l'aube du troisième millénaire

Autor: Schmutz, Georges-M.

DOI: https://doi.org/10.5169/seals-147172

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Mehr erfahren

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. En savoir plus

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. Find out more

Download PDF: 14.07.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, https://www.e-periodica.ch

LES SOCIÉTÉS CHINOISES À L'AUBE DU TROISIÈME MILLÉNAIRE

Georges-M. Schmutz, Zurich

Au cours des millénaires, la Chine a mis en place les systèmes politiques, économiques et sociaux les plus performants du monde. Elle a conservé, jusqu'au début du XXe siècle, un système politique qui fit d'elle le seul grand empire agrarien préindustriel de l'Antiquité ayant survécu jusqu'à l'époque contemporaine. Toutes les institutions de cet Empire étaient originales. Elles ont durablement influencé le monde sinisé, c'est-à-dire les pays de l'Asie du sud-est, le Japon et la Corée. Au XIXe et au XXe siècle, pire moment de sa confrontation avec les puissances occidentales et le Japon, le territoire de l'empire chinois s'est *agrandi* alors que les autres empires perdaient de leur importance ou tout simplement disparaissaient. Ainsi, les succès chinois en matière de gestion politique des masses humaines sont exemplaires, exceptionnels, et doivent être compris et reconnus comme tels.

Socialement, la Chine a créé des institutions qui ne méritent pas moins notre admiration bien qu'elles nous soient toujours demeurées plus difficiles à saisir: le culte des ancêtres, le «familisme» et le maintien de nombreuses formes cérémonieuses relevant d'une étiquette particulière. Ces manières de vivre ne se sont pas seulement développées et maintenues dans les sociétés chinoises mais encore auprès de la plupart des Chinois dits d'outre-mer[1] évalués entre trente et soixante millions répartis dans le monde entier.

On sera plus étonné d'apprendre ou de se rappeler que la Chine a en outre mis au point les systèmes économiques et commerciaux les plus astucieux de l'ère préindustrielle. Depuis le Xe siècle, elle a développé une économie spécialisée par régions. Au niveau local, l'économie fonctionnait grâce aux marchés périodiques, tandis qu'elle s'étendait aux régions grâce à de grandes voies de communication fluviales d'est en ouest et du nord au sud, et par l'institution politico-religieuse des grandes foires annuelles.

Au XXe siècle, la Chine a été plongée dans un chaos total: passage d'un ancien à un nouveau régime, révolutions, contre-révolutions, dislocation du pays, déchirements culturels et idéologiques, guerre civile, guerre d'invasion japonaise, tentatives plus catastrophiques les unes que les

1 Voir précision sur ce terme dans l'article de KWOK Kian-Woon, page 219-220.

autres de formation accélérée d'une société communiste idéale. Cette nation, qui fut toujours la plus peuplée du monde, qui politiquement, socialement et économiquement ne s'est jamais trouvée dépourvue de solutions adéquates, cette grande nation fut reléguée au rang de pays sous-développé.

Depuis les années quatre-vingt, les dirigeants chinois ont compris que, en économie, ils avaient raté le coche. Pourquoi toutes les communautés chinoises réussissaient-elles si bien leur insertion dans l'économie mondiale et pas la Chine? Dès 1978, soit bien avant les politiques de *glasnost'* et de *perestroïka* en Union soviétique, les communistes chinois ont tourné leur char, changé de politique économique et emprunté une voie qu'ils appellent d'économie de marché socialiste, ce qui peut dire tout sauf le dernier mot.

Quelles sont les chances de cette nouvelle économie chinoise? Vu sur le long terme — comme le titre de cette réunion d'articles le suggère — il n'y a aucune raison de douter que les Chinois seront capables de refaire tout ce que les Occidentaux ont accompli économiquement et, probablement, en tant que derniers arrivants, de les dépasser allègrement. Au cours de ces bouleversements à venir, le facteur politique demeurera cependant capital. Chaque changement de leader, chaque crise de palais influencera directement l'économie. Les dirigeants chinois n'ont aucune envie de se saborder. Quoi qu'il arrive, ils feront ce qui convient pour se maintenir au pouvoir; pour l'instant, la poursuite des réformes économiques leur assure ce pouvoir. Cela n'ira pas sans coups de haches, sans exécutions spectaculaires, sans chasses aux sorcières, toutes recettes que les maîtres de la Chine, depuis le premier empereur jusqu'à Deng Xiaoping, ont utilisées sciemment.

Dans son discours inaugural au Collège de France, Pierre-Etienne Will constate qu'il est difficile de recourir aux concepts des sciences sociales pour parler d'un pays comme la Chine. Dans ce pays continent, en effet, la tradition marque les grands moments historiques, grands moments que nous appellerions volontiers «modernes» car ils correspondent à des «changements structurels [...] irréversibles, [constituant] un ensemble dont les parties se répondent de niveau à niveau, [impliquant] des rapports qualitativement différents entre les hommes, les institutions et les éléments de la vie matérielle, et enfin (et surtout) [engageant] la société où ils se produisent vers plus d'efficacité, d'intégration, de prévisibilité, de productivité, d'initiative et de prospérité partagée; à quoi l'on pourrait encore ajouter la capacité de remise en question et un minimum d'ouverture à la différence» (Will 1994, p. 11). Au cours de son histoire, la

Chine a connu plusieurs tournants de ce type. Will en conclut que ses travaux sur l'histoire chinoise ne pourront que le conduire à redéfinir la notion de modernité.

Même constat chez les sociologues. Dans un article à peine plus ancien, Peter L. Berger souligne l'impuissance des sciences sociales, telles qu'elles se sont développées au XIXe siècle et telles qu'on les enseigne encore en Europe et aux États-Unis, à prévoir les très grands événements contemporains. Il cite un exemple qui nous intéresse: les sciences sociales n'ont pas prévu l'ascendance rapide du Japon et des autres pays de l'Asie du sud-est. Très rares furent les sociologues classiques (précisément ceux dont on étudie les œuvres dans les facultés) qui s'intéressèrent à cette première manifestation d'une modernisation réussie en dehors du contexte occidental. En fait, selon Berger, ces développements en Asie ne sont pas seulement des phénomènes qui doivent préoccuper les économistes; ils appellent à repenser le concept de société moderne (Berger 1994).

Ainsi, le monde asiatique, et au centre de celui-ci la géante Chine, ne s'impose pas seulement à nous du fait de son ascension spectaculaire — ce qui, en soit, est déjà formidable et intéresse à juste titre les observateurs économiques — mais encore il nous interpelle en tant que défi d'identité posé à toute la «société moderne».

Pourquoi demander à des sociologues de parler des sociétés chinoises quand nous venons de dire que les sciences sociales s'étaient avérées incapables de prévoir l'ascendance fulgurante de ces nations à l'industrialisation? Parce que l'étude de la Chine continentale par les sociologues américains travaillant après 1950 constitue un exemple encourageant de ce que peut fournir, en termes d'informations précises, la sociologie. Dans les années soixante, les bonnes études sur la société continentale chinoise ont été réalisées par des sociologues américains. À cette époque, les études chinoises avaient le vent en poupe aux États-Unis et l'avalanche de crédits qui leur étaient consacrés attiraient de prestigieux spécialistes dans la discipline. En Europe, à la même époque, aucun grand sociologue ne s'est intéressé à la Chine. Le terrain a été abandonné à des observateurs enthousiastes de l'expérience maoïste et à leurs contradicteurs. Sur la société, rares sont les travaux européens de cette époque qui ont passé la rampe du temps. Seules les études sociologiques rigoureuses des auteurs américains demeurent des ouvrages de référence (Schmutz 1993). Ainsi, dans les études asiatiques américaines, la sociologie de la Chine a gagné une place honorable, place qui demande encore à être faite en Europe.

C'est par conséquent à des sociologues que nous avons demandé de réfléchir sur les perspectives d'avenir de ces nouvelles Chines du troisième millénaire. Comme nous pouvons le supposer, la politique et l'économie ne seront jamais étrangères à leurs analyses.

Les questions que chacun se pose en abordant les sociétés chinoises touchent d'abord l'économie ensuite la politique: est-ce que les sociétés chinoises sont irrémédiablement sur la voie d'un grand développement économique? Tous les articles qui vont suivre répondent par un oui unanime. Ces sociétés chinoises, la Chine communiste en tête, vont-elles naturellement devenir des sociétés pluralistes et démocratiques? Toutes les analyses répondent par la négative. Quelle conclusion tirer de ces deux réponses? Qu'il n'est pas possible d'affirmer quoi que ce soit sur le cours que prendront les événements après la mort de Deng Xiaoping (le 22 août 1995, Deng aura 91 ans) ou sur ce qui se passera à Hong Kong après 1997. Nous ne sommes pas en présence de «situations classiques» que nous pourrions déchiffrer par analogie avec des expériences occidentales, ni même d'une «situation mondiale» comme la troisième grande vague de démocratisation lancée depuis le milieu des années soixante-dix. Comme le montre Lau Siu-kai dans son article sur Hong Kong (pp. 71-90), la «démocratisation» dans la colonie ne relève pas de cette tendance mondiale. Nous sommes en présence de réalités, d'événements et de développements totalement nouveaux qu'il faut décrire et analyser le plus méticuleusement et le plus complètement possible. C'est dans cet esprit que nous proposons ces coups de sonde dans le foisonnant devenir des sociétés chinoises à l'aube du troisième millénaire.

PRÉSENTATION DES ARTICLES

La politique, voilà bien la première préoccupation de nos auteurs, que ce soit au sujet de l'évolution politique sur le continent (Fu Zhengyuan, Zhou Xueguang) ou que ce soit dans le contexte du changement de souverain à Hong Kong (Lau Siu-kai, Alvin So, Lui Tai-lok et Thomas Wong). Ces questions politiques sont inscrites dans un contexte de transformations économiques, deuxième thème important abordé ici (François Gipouloux). Ces transformations économiques ont pour moteur des individus, des groupes ou des institutions œuvrant dans des sociétés plus ou moins engagées dans la voie du développement. Rita Gallin et Ross Gardner ainsi que Lin Nan et al. se penchent sur les entreprises familiales à Taiwan, Richard Wilson et Virginia Cornue considèrent la position des femmes sur le continent et Lui Tai-lok, déjà mentionné, apporte des éclaircissements

sur *le système Hong Kong*. Enfin, Kwok Kian-Woon aborde, à propos de Singapour, une des questions historiques et théoriques les plus délicates, la question de l'identité chinoise entre tradition et modernité, entre Orient et Occident.

RÉFORMES POLITIQUES EN CHINE

Les changements qui ont cours en Chine depuis quinze ans ont été déclenchés par des décisions politiques au plus haut niveau dès le mois de décembre 1978[2]. Depuis cette date, la Chine est dans une phase de réformes. Cette orientation a connu des hauts et des bas, mais force est de constater que, malgré le coup de massue du 4 juin 1989[3], l'ère des réformes n'est pas révolue. Quels enseignements pouvons nous extraire de ces revirements dans la continuité? L'hypothèse de Fu Zhengyuan est que les réformes actuelles ont pour but ultime la consolidation du pouvoir de Deng Xiaoping et de ses fidèles. Il s'agit bien de la réforme d'un État totalitaire, sans que cela s'accompagne d'un renoncement par le Parti au principe de domination de la société. La voie des réformes est, pour cette raison, entrecoupée de revirements: l'écrasement du Printemps de Pékin en 1979 qui nous a inquiété; la campagne «anti-libéralisation» de 1981, qui, en Occident, est passée plus ou moins inaperçue; la campagne contre la pollution spirituelle de 1983 ou celle contre la libéralisation bourgeoise de 1987 qui nous ont fait sourire; enfin le massacre de la place Tian Anmen qui nous a ébranlé. Au détour de ces reprises en main, le Parti ajuste et réaffirme son rôle dominant sur la société en rapide transformation. Fu Zhengyuan énumère ensuite les changements effectifs et probablement durables advenus dans la culture politique, dans l' économie et dans l'administration de la vie quotidienne.

La culture politique a changé. Les actes de défiance envers la domination absolue du Parti se multiplient, contribuant de plus en plus souvent à la célébrité de leurs auteurs. Malgré les suppressions de libertés, la répression et les expulsions, la société dengiste est plus souple que celle de Mao.

2 FU Zhengyuan, «Change and Prospect of the Political System in the PRC. Socio-Economic Development as Result of Political Action» , pp. 29-48.

3 Nos auteurs parlent, selon leur appréciation, du «Tian Anmen Massacre», du «Tian Anmen Crackdown» ou du «Tian Anmen Incident». FU Zhengyuan choisit la première solution. Quand on utilise l'expression «Tian Anmen Incident», il faut distinguer celui de 1976 et celui du 4 juin 1989.

L'ouverture de l'économie, si minime soit-elle[4], offre des espaces de liberté qui, de fait, signifient la fin du monopole absolu de l'État sur la société: le système du contrôle des habitants par le livret de résidence (*hukou*) qui a empêché durant trente ans toute migration intempestive de population et dont l'efficacité était liée au rationnement des denrées de première nécessité, ce système n'est plus rigidement applicable depuis l'ouverture des marchés libres. En ce qui concerne la libre expression des opinions, les ouvertures sont incontestables. L'explosion des médias rend leur contrôle absolu impossible.

Ces changements notables ne doivent pas faire oublier, souligne Fu Zhengyuan, que l'État demeure le seul propriétaire de tout le sol chinois, que le commerce, l'industrie et toutes les infrastructures sont largement contrôlés par l'État-Parti et qu'avec ses cinquante et un millions de membres le Parti communiste chinois demeure le plus grand parti du monde, dominant toute l'administration. En outre, un État de droit n'a pas encore vu le jour en Chine: dans ce pays, l'autorité politique repose toujours sur la force militaire et dépend, au niveau national, d'un groupe de leaders et, au niveau local, du gouvernement personnel des cadres. Pour toutes ces raisons, l'hypothèse de l'irréversibilité des réformes actuelles semble prématurée. La «sous-institutionnalisation» du régime et la «sur-personnalisation» du pouvoir et de l'autorité interdisent toutes prévisions pour l'avenir. Après toutes les précautions d'usage, Fu Zhengyuan propose néanmoins trois scénarios dont le dernier lui semble le plus probable: après la disparition de Deng Xiaoping, les dengistes conservent le pouvoir, c'est-à-dire le contrôle de la police et l'appui de l'armée. Dans ce cas, les réformes économiques suivent leur cours. Par ailleurs, le statu quo politique actuel, résultant de la transition d'un État totalitaire vers un État autoritaire, se maintient pendant des décennies.

L'analyse de Fu Zhengyuan a le mérite de nous permettre de mieux comprendre les signes contradictoires que l'on reçoit continuellement de

4 Nous verrons dans les articles suivants qu'il faut, très schématiquement, distinguer trois secteurs de l'économie chinoise: premièrement le secteur d'État qui représente, selon les régions, la moitié de la production industrielle. L'autre moitié, n'est pas sous le contrôle direct de l'État. Cela ne veut pas dire pour autant qu'il s'agisse d'un secteur «privé». En 1992, les entreprises et le commerce privés n'employaient que 25 millions de travailleurs et d'employés. Le secteur privé est donc tout petit. Le reste constitue un troisième secteur, le domaine des entreprises collectives. Dans ces entreprises, l'État central n'a pas d'autorité directe mais les membres locaux du Parti y sont tout-puissants.

Chine, l'avalanche de nouvelles tantôt positives tantôt alarmantes dont le *China Focus* de Liu Binyan se fait l'écho depuis quelques années[5].

Pour savoir si ce que décrit Fu Zhengyuan correspond à l'avènement d'une proto-société civile, passons à l'article de Zhou Xueguang. Il examine, dans la période de transition actuelle, le rôle des groupes d'intérêts organisés par opposition aux groupes d'intérêts sans organisation formelle[6].

En s'appuyant sur les théories politiques expliquant les mécanismes de formation de l'État-nation et sur celles décrivant la transition des régimes autoritaires en régimes plus démocratiques, Zhou Xueguang[7] arrive à cette conclusion que les groupes d'intérêts sans organisation sont un apanage des sociétés socialistes. Dans ces sociétés, aucune organisation autre qu'étatique ne peut invoquer des principes universels de ralliement comme la justice ou l'égalité, ni s'appuyer sur une population suffisamment grande, une classe par exemple, pour mettre en place une structure organisée et crédible, capable de négocier avec l'État. Au contraire, les seuls groupes d'intérêts et de défense des personnes qui s'y forment sont des groupes particuliers, indépendants de la classe, de la profession ou du milieu, qui se partagent des privilèges illégalement monopolisés. Ces groupes profitent des imperfections du système étatique telles que l'absence de législation ou l'imperfection de son application, la position de force indiscutable de la bureaucratie, etc. En Chine communiste, sociologues et écrivains ont abondamment documenté la présence de ces groupes. Quel est leur rôle dans le cadre des réformes économiques actuelles. Sont-ils susceptibles d'accélérer la mise en place d'institutions démocratiques? Zhou Xueguang répond négativement. Au contraire, les réformes étendent le champ d'action de ces groupes qui pratiquent la corruption de manière encore plus systématique. Loin de conduire à l'État de droit, ils constituent pour l'État-parti — comme pour la majorité de la population — un cancer difficile à vaincre. La puissance et l'extension grandissante de ces groupes appellent le maintien voire le renforcement d'un État fort et autoritaire plutôt qu'il ne favorise l'apparition d'institutions démocratiques.

5 *China Focus. A Publication of the Princeton China Initiative*, LIU Binyan (ed.), P.O. Box 209. Princeton N.J. 08542.

6 «Unorganized interests» et «Organized interests».

7 ZHOU Xueguang, «From Unorganized Interests to Democracy: Problems of Political Transition in China», pp. 49-69.

Cette analyse — que je résume ici de manière cavalière — fournit quelques clés pour comprendre les données économiques en provenance de Chine. L'évolution récente de ce pays, souligne Zhou Xueguang, se fait par exclusion, non par incorporation[8]: exclusion de certaines zones qui demeurent arriérées par opposition aux zones économiques spéciales; exclusion des groupes les moins utiles économiquement, comme les retraités, les femmes[9], les enfants, les fonctionnaires et les intellectuels, au profit des seuls entrepreneurs et petits commerçants; exclusion enfin, et c'est très important, de tous ceux qui ne sont pas rattachés à l'un de ces groupes d'intérêts «mafieux», ceux qui n'ont pas les bonnes relations, les célèbres *guanxi* devenues encore plus indispensables dans le système actuel. Celui-ci est caractérisé par des opérations, traitées sur le marché, mais commandées par le pouvoir politique et bureaucratique des cadres locaux plutôt que par des mécanismes de marché.

Nous verrons dans les articles sur Taiwan (pp. 151-195) — et bien que la situation politique, historique et économique de Taiwan soit très différente de celle du continent — comment ce type de contradiction peut révéler des mécanismes très performants dans le cadre de la modernisation.

HONG KONG, 1997

La question de l'évolution politique en Chine n'est pas limitée dans le temps. La transformation peut être rapide ou se dérouler sur des décennies. La question reste ouverte. Il n'en est pas de même pour Hong Kong. Lorsque la colonie britannique passera à la Chine en 1997, la question de la mise en place d'institutions politiques démocratiques, celle de la poursuite d'un système économique capitaliste totalement libre d'interférences étatiques, celle du maintien du type de société ouverte qui a rendu possible le *système Hong Kong* se posera de manière incontournable. Lau Siu-kai, Alvin So, Lui Tai-lok et Thomas Wong se sont employés à préciser les grands axes de ce problème. Lau Siu-kai (pp. 71-90) s'est attaché à la description de la superstructure politique (choix du nouveau gouvernement et mode de désignation de celui-ci), Alvin So (pp. 91-109) a brossé l'historique et analysé le rôle de la nouvelle classe moyenne sur laquelle pourrait reposer ces transformations politiques. Enfin Lui Tai-lok

8 Voir pp. 135-136, l'article de GIPOULOUX pour des données chiffrées sur ce problème.

9 Sur le statut des femmes en Chine, voir l'article de Virginia CORNUE et Richard WILSON, pp. 197-214.

et Thomas Wong (pp. 111-127) ont abordé la question essentielle du creuset social à Hong Kong.

En traitant de la transition démocratique en Chine continentale, Fu Zhengyuan et Zhou Xueguang ont dû se défendre contre l'idée courante dans le grand public selon laquelle les transformations économiques donneraient naissance à des acteurs et à des besoins qui naturellement infléchiraient les institutions politiques dans un sens démocratique. Ils ont apporté des éléments mettant en doute la vraisemblance de ce scénario pour la Chine. Le cas de Hong Kong confirme leurs vues. Si la prospérité économique et le libre fonctionnement d'une société civile conduisaient obligatoirement à la démocratie politique, alors Hong Kong devrait en être une depuis une vingtaine d'années. Or ce n'est pas le cas, et ce ne le sera probablement pas non plus après 1997.

Les choses allaient si bien à Hong Kong durant les dernières décennies (PNB par habitant multiplié par vingt-huit entre 1941 et 1981, dix-huitième plus grande aire commerciale du monde, port et banques de Hong Kong occupant la troisième place mondiale, etc.) que le bon sens semblait appeler le maintien du statu quo. Les Anglais, et le monde avec eux, pensaient que le «contrat de location» serait tout simplement prolongé. Comme le rappelle Alvin So au début de son article, Hong Kong est une colonie britannique depuis plus d'un siècle. Bien que l'île de Hong Kong ait été cédée de manière permanente à la Grande-Bretagne en 1842 ainsi qu'une partie de Kowloon en 1860, les Nouveaux Territoires n'ont été que loués à l'Angleterre pour quatre-vingt-dix-neuf ans, à partir de 1898 (Alvin So, pp. 91).

Comme le bail touchait à son terme, le gouvernement de Londres entama, dès septembre 1982, des négociations avec Pékin en vue de reconduire le contrat. À la surprise générale, la Chine non seulement refusa la prolongation mais en outre exigea la rétrocession de Hong Kong et de Kowloon (Alvin So, pp. 94). Dès cette date, la situation politique de l'île changea du tout au tout et la question de la démocratisation devint centrale. Que faut-il entendre par démocratisation et que recouvrent les débats qui l'entourent dans un territoire destiné à retourner à la Chine dans moins de deux ans?

Apparemment, et pour plusieurs raisons, la démocratisation de Hong Kong ne devrait pas poser de problème[10]. Tout d'abord, le monde

10 LAU Siu-kai, «Hong Kong's Path of Democratization», pp. 71-90.

traverse, depuis le milieu des années soixante-dix, une ère de démocratisation que les historiens et les politologues ont appelée la troisième vague de démocratisation. Ensuite, Hong Kong est une communauté économiquement prospère, socialement développée comme en témoigne la vitalité de sa société civile. La population de Hong Kong n'est pas déchirée ni même divisée en ethnies, en groupes religieux ou linguistiques. Pour sa part, la Grande-Bretagne se déclare en faveur d'une évolution vers la démocratie avant 1997. La Chine, quant à elle, assure qu'après 1997 «les gens de Hong Kong pourront enfin gouverner Hong Kong». À première vue, tout concourt à favoriser la démocratisation de l'île.

Lau Siu-kai montre que la réalité est quelque peu différente. Il soutient même que les discussions actuelles sur la démocratisation de Hong Kong préparent au contraire un avenir démocratique moins prometteur. Pourquoi? Parce que, en dépit de leurs déclarations tumultueuses devant les médias, aucune des parties concernées n'a d'intérêt réel à voir émerger un Hong Kong démocratique.

Les Anglais, qui doivent absolument garder le contrôle de la colonie jusqu'à la fin de leur mandat, ne songent pas sérieusement à renoncer à leurs pouvoirs en ce moment. La Chine, de son côté, propose des formules qui peuvent s'interpréter comme une ouverture à la démocratie. Mais en fait, elle ne saurait souhaiter la mise en place d'une situation pluraliste qui renforcerait les mouvements antichinois et anticommunistes. Quant à la majorité de la population, des entrepreneurs capitalistes à la classe moyenne jusqu'aux travailleurs et aux employés, Lau Siu-kai souligne que chacun a des raisons ou des limites qui l'empêchent de choisir résolument la démocratie.

À y regarder de plus près, ces discours relèvent d'une tout autre dialectique. Lau Siu-kai remarque plusieurs points: 1) la démocratisation en question ne concerne pas les rapports d'un gouvernement avec son peuple mais les relations entre trois gouvernements; 2) elle ne relève pas d'une évolution agissant du bas vers le haut mais procède de discussions au sommet; 3) il ne s'agit pas tant de mettre en place des solutions issues d'expériences passées que d'un processus déclenché par une appréhension future; 4) c'est moins un débat de fond sur des questions sociales ou économiques qu'un marchandage au sujet des institutions politiques; enfin, 5) les élites locales sont aspirées par l'espoir de négociations privilégiées avec des partenaires placés très au-dessus d'eux et par trop éloignés du terrain des enjeux.

Les conséquences de cette démocratisation à l'envers sont inquiétantes. En essayant de se rapprocher du nouveau sommet, le pouvoir politique s'éloigne plutôt qu'il ne se rapproche de la population locale. Les discussions et les négociations incessantes autour d'enjeux qui dépassent complètement les protagonistes locaux préparent des fractures dangereuses au sein de la population et des élites locales. Ces discussions ruinent en outre tous les efforts pour construire des partis politiques solides et populaires. Elles contribuent en revanche à maintenir et même à renforcer l'aliénation et le cynisme politique dans l'île.

Lau Siu-kai en conclut de manière plutôt pessimiste que la situation antagoniste ainsi créée entre les élites locales et au sein de la population rend dès lors vraisemblable, en cas de désordres graves après 1997, l'appel à l'aide de la Chine pour rétablir et garantir le maintien de l'ordre. Un tel scénario marquerait un frein puissant à toute évolution démocratique à Hong Kong.

Alvin So[11] n'aboutit pas à une autre conclusion, si ce n'est qu'il est un peu plus optimiste sur la capacité de la nouvelle classe moyenne à s'unifier, à gagner des élections et, *si les événements s'enchaînent favorablement*, à imposer des réformes démocratiques. En décrivant précisément les étapes historiques de la vie politique dans la colonie de 1975 environ à nos jours, Alvin So ajoute les éléments qui permettent d'apprécier la situation actuelle de Hong Kong.

Les succès économiques de Hong Kong et sa situation de colonie gouvernée par un chef de l'exécutif désigné à Londres l'ont laissée dans une relative paix politique et sociale. L'émergence, ces vingt dernières années, d'une nouvelle classe moyenne formée dans ses propres universités constitue le seul élément susceptible de modifier l'équilibre mis en place par le passé. La politisation de cette classe demeura très faible jusqu'à ce que les esprits commencent à se mobiliser autour de la date fatidique de 1997.

Avant la signature, en 1984, de la *Joint-Declaration* entre Londres et Pékin, la Chine a magnifiquement manœuvré afin de s'attirer non seulement les leaders de cette nouvelle classe moyenne mais également les représentants conservateurs des grandes entreprises capitalistes. La *Joint-Declaration* mit en place des mesures très limitées de démocratisation des

11 Alvin Y. So, «New Middle Class Politics in Hong Kong: 1997 and Democratization», pp. 91-109.

institutions (élections de districts et élections indirectes et partielles au Legco, le Conseil législatif). Malgré la modestie de ces changements, la nouvelle classe moyenne y trouva le moyen d'étendre son influence politique. Cette évolution éveilla les craintes de Pékin qui répliqua par un projet de mini-constitution beaucoup moins ouverte. Ce revirement de Pékin, allié pour l'occasion aux grands capitalistes conservateurs, désamorça sans trop de difficulté l'élan des nouveaux arrivants. Les manifestations des étudiants à Pékin en mai 1989 révélèrent cependant que la population de Hong Kong soutenait en masse l'idée démocratique, donnant un nouveau souffle aux pro-démocrates. Mais ce sursaut fut une nouvelle fois neutralisé par les événements consternants du 4 juin, puis par de nouvelles campagnes habilement lancées par les partis conservateurs au sujet de la politique d'émigration.

C'est dans ce contexte final, post-Tian Anmen, que s'inscrivent les propositions radicales de réformes lancées par Chris Patten en 1992. Elles ont permis aux deux parties d'exprimer publiquement leurs vues réelles sur les futures institutions politiques de Hong Kong, vues qui s'avèrent inconciliables. Ainsi le futur de ces institutions est aussi incertain aujourd'hui qu'il l'était il y a 10 ans. Ici, comme dans le cas de la Chine continentale, le chercheur en est réduit à échafauder des scénarios oscillant entre le pire et le meilleur.

Les manipulations de Londres et de Pékin sont parvenues à absorber toutes les énergies des élites locales, qu'il s'agisse des anciennes élites conservatrices ou des représentants progressistes et démocrates de la nouvelle classe moyenne. Mais qu'en est-il de la population? À Hong Kong, aucun moyen direct ne permet de connaître la véritable popularité des élites (par défaut d'élections générales). Que peut souhaiter, pour l'après 1997, un Chinois de Hong Kong? Qu'espère-t-il conserver ou changer? Pour le savoir, il faut tenter une analyse de la société, ce que nous proposent Lui Tai-lok et Thomas Wong[12]. L'expression «one country two systems» implique qu'il existe un *système Hong Kong* mais sociologiquement, que recouvre-t-elle?

Ce concept, comme d'autres expressions qui lui ressemblent, s'est forgé progressivement. Au début des années soixante, les études d'opinions montraient que les Chinois de Hong Kong étaient plus pessimistes sur leur

12 LUI Tai-lok et Thomas W.P. WONG, «The "Hong Kong Experience": Class, Inequality and Morality in Political Transition», pp. 111-127.

sort que les Chinois d'autres communautés. La majorité des personnes interrogées avaient l'impression que leur situation était pire que celles de leurs parents. Dès le milieu des années soixante-dix cependant, la situation s'est retournée. Hong Kong est apparue à beaucoup comme une ville aux mille possibilités, comme un environnement propice à l'amélioration rapide de sa carrière et de sa position socio-économique. C'est à partir de ces années-là, celles de l'époustouflante croissance économique, qu'est née à Hong Kong l'idéologie sociale de la mobilité ascendante, ce que l'on appelle maintenant la *Hong Kong experience*, le *système Hong Kong* ou encore le *Hong Kong way of life*.

Lui Tai-lok et Thomas Wong relèvent deux caractéristiques de cette «expérience»: elle s'appuie sur une classe et c'est elle qui fait marcher Hong Kong.

L'histoire et l'analyse de la mobilité sociale révèlent une indiscutable courbe d'amélioration de la position socio-économique d'une génération à l'autre. Cet environnement favorable à l'ascendance sociale est encore plus marqué depuis le milieu des années soixante-dix. D'où l'apparition, à cette époque, d'une véritable idéologie de l'ascension sociale. Cependant toute la population n'a pas bénéficié avec la même intensité de cette amélioration. En réalité, à la fin des années quatre-vingt, une large proportion de la population se sent victime d'injustice et se plaint de pressions sociales et économiques extrêmes. Plus de 80% de la population critique l'influence des grandes corporations de Hong Kong et près de la moitié des gens se sentent partiellement exploités. Autrement dit, le *système Hong Kong* existe bel et bien, mais des blocs entiers de la population en sont écartés, ce qui explique la concomitance des expressions d'optimisme et de frustration que l'on enregistre actuellement à Hong Kong.

Lui Tai-lok et Thomas Wong constatent ensuite que *pour le moment* les défavorisés de la prospérité ne se sont pas organisés politiquement. Au contraire, ils ont adopté cette idéologie du *système Hong Kong*, idéologie de l'avancement social qu'ils entendent poursuivre pour eux-mêmes. Il en résulte une «morale» typique: la perception que la colonie est un endroit par excellence où chacun peut tenter sa chance, où le dynamisme est de rigueur, où se joue un jeu social et économique de grande ampleur dont certains sortiront gagnants, d'autres perdants. Plus que l'assurance du succès, ce qui importe dans cette «morale», c'est l'attachement au processus d'essai, à l'occasion offerte de tenter sa chance et celle de sa famille. Autrement dit, ce qui fait Hong Kong depuis une vingtaine d'années et qui a du sens pour un Chinois de Hong Kong, ce n'est pas

quelques sièges de plus ou de moins au Conseil législatif. Le *système Hong Kong* implique un système social ouvert et dégagé, permettant aux individus de poursuivre en toute liberté leurs propres objectifs. Voilà le moteur qui fait marcher la colonie et qu'il faudra parvenir à conserver après 1997. Les responsables politiques locaux, les négociateurs anglais et les représentants de Pékin ne semblent pas s'en rendre bien compte.

En traduction libre, cette phrase de Lui Tai-lok et Thomas Wong, à mettre en exergue de ces trois articles sur Hong Kong, résume à elle seule le sentiment de la population: «Alors que la démocratie (plus précisément la formation du futur gouvernement) monopolise toute l'attention des hommes politiques, la préoccupation de l'homme de la rue porte en fait sur la liberté et sur la conservation de cette liberté pour chaque individu».

MARCHÉ ET SOCIÉTÉ EN CHINE ET À TAIWAN

La politique du développement économique en Chine, de 1949 à 1979, a été une politique de revanche[13]: revanche de la Chine paysanne sur la Chine urbaine, revanche de la Chine de l'intérieur sur celle de la frange côtière ouverte sur l'étranger, revanche d'un parti communiste paysan sur une élite urbaine et intellectuelle. Ces options se lisent dans l'ancienne politique de développement. Grâce aux plans quinquennaux, les ressources furent massivement extraites des régions côtières pour être investies dans l'industrie lourde et d'extraction-production de matières premières au centre et à l'ouest du pays. Comme nous le savons, cette politique n'a aucunement favorisé le développement du pays.

Tout à l'opposé, depuis 1979 et surtout à l'occasion du 7e plan de 1986-1990, le Parti communiste chinois a adopté le principe d'un développement différencié favorisant d'abord l'est aux dépens des provinces du centre et de l'ouest. Conséquement les premières provinces pressenties au développement économique furent le Liaoning, les municipalités de Beijing, Tianjin et Shanghai, les provinces du Hebei, Shandong, Jiangsu, Zhejiang, Fujian, Guangdong, Guanxi et l'île de Hainan.

À partir des années 1979-1989, trois facteurs se conjuguent pour augmenter les disparités entre les diverses régions de la Chine. Tout d'abord, l'investissement d'État est plus important à l'est qu'ailleurs. Ensuite, l'est se développant plus vite que les autres régions, il attire tous

13 François GIPOULOUX, «L'Échiquier et le marché. Fractures méridiennes et dynamiques régionales en Chine», pp. 131-149.

les capitaux étrangers. Enfin, cet apport extérieur transforme rapidement les industries de l'est en industrie d'exportation, beaucoup plus rentables, ce qui creuse un fossé grandissant entre les conditions des provinces côtières et les autres.

Cette disparité devant le développement n'est pas une conséquence perverse mais bien le résultat d'une stratégie consciente des planificateurs. Idéalement le centre et l'ouest, traditionnellement spécialisés dans l'extraction et la production de matières premières, doivent fournir aux provinces de l'est, à des prix préférentiels, des matières premières que celles-ci, vu leur développement économique, peuvent transformer rapidement en produits d'exportation concurrentiels sur le marché mondial. Les bénéfices ainsi réalisés à l'est devraient être utilisés pour développer le reste du pays. Malheureusement, vu le déclin de l'autorité centrale et l'instabilité des institutions, ce transfert n'a pas lieu. D'ailleurs, pour qu'il puisse s'opérer, il faudrait une amélioration sensible des moyens de transports et la densification du tissu urbain au centre et à l'ouest. Il est vrai que si ces différents obstacles pouvaient être vaincus, on pourrait imaginer que les provinces côtières déplacent, à mesure qu'elles se développent elles-mêmes, une partie de leurs industries de transformation vers l'intérieur, c'est-à-dire qu'elles fassent de l'arrière-pays ce que Hong Kong a fait de la région de Canton ces derniers quinze ans. Mais la Chine n'en est pas encore là.

Pour l'instant, la nouvelle division de la Chine en trois (provinces côtières, centre et ouest) renoue avec l'époque de la pénétration occidentale en Chine au XIXe siècle. Est-ce que cette ancienne division, nouvellement accentuée depuis quelques années, va provoquer le développement de la Chine comme les planificateurs le souhaitent (les régions riches aidant les régions pauvres) ou va-t-elle au contraire favoriser les tensions régionales et aboutir finalement à un éclatement du pays? Là encore, nous sommes réduits aux hypothèses.

François Gipouloux propose une analyse macro-économique de la situation en Chine. Mais on sait par ailleurs, que la prospérité économique des sociétés chinoises doit beaucoup à un facteur micro-sociologique, l'esprit d'entreprise des familles. Cette hypothèse s'applique à Taiwan où le développement économique a plusieurs décennies d'avance sur celui du continent. Quel a été, dans ce développement, le rôle des entreprises familiales et comment ce rôle évolue-t-il alors que la société chinoise de Taiwan entre dans le club des sociétés affluentes? Autant de questions auxquelles nous allons tenter de répondre.

Taiwan est un excellent laboratoire pour scruter le fonctionnement de «l'économie de marché» en contexte chinois. Qu'est-ce qui a rendu possible le miracle économique taïwanais? Est-ce la pertinence des politiques de l'État nationaliste, est-ce un hasard de la conjoncture mondiale ou le génie économique et industriel de la population chinoise? Tous ces facteurs ont dû jouer leur rôle mais leur degré de pertinence exige une patiente investigation.

Les deux articles suivants ont pour objet la contribution des caractéristiques chinoises au développement de l'économie. Comment des ressources typiquement culturelles, traditionnelles, notamment les stratégies familiales, peuvent, dans certains cas, produire un miracle économique?

Rita Gallin et Ross Gardner[14] décrivent, sur la base de recherches effectuées au cours d'une trentaine d'années (voir note 2 p. 152), comment s'articulèrent, à Taiwan, dans une situation historique donnée, des politiques gouvernementales, des opportunités offertes par l'ordre économique mondial et des valeurs culturelles de la société chinoise. Ils mettent en évidence certains traits tels le zèle des entreprises familiales impliquées dans le système de sous-traitance, l'utilisation du statut traditionnel des hommes et des femmes dans ce système, en un mot, qui composent cette recette cumulant «modernité» et tradition.

L'industrialisation de Taiwan a suivi un parcours connu: dès les années soixante, les politiques gouvernementales ont découragé les cultivateurs et redirigé les efforts vers la création d'une industrialisation destinée à l'exportation de produits bon marché. Cette politique correspondait bien à la division internationale du travail à ce moment-là. À Taiwan, il en est résulté l'apparition d'une myriade de petites entreprises familiales de sous-traitance au service de grandes compagnies et de traders eux-mêmes dépendants des multinationales étrangères.

Schématisé de cette façon, le processus paraît simple. Encore faut-il savoir comment cette transformation s'est déroulée, engendrant un miracle économique et industriel au lieu d'une catastrophe de la dépendance et de la sous-industrialisation. Car les politiques étatiques et les facteurs extérieurs n'expliquent pas seuls ce «miracle». Rita Gallin et Ross Gardner dégagent le rôle joué par les phénomènes culturels: idéalement, la famille

14 Rita S. GALLIN avec Ross GARDNER, «Small-Scale Production, Family, and Gender in Taiwan: Culture as a Resource», p. 151-171.

chinoise est de grande taille, plusieurs générations vivant sous le même toit. En réalité, cet idéal ne fut que rarement réalisé et la famille chinoise, au cours des siècles, est demeurée, comme presque partout, de petite taille. En revanche, avec la venue de l'industrialisation, tous les chercheurs ont constaté, non sans étonnement, une recrudescence des grandes familles chinoises. En effet, cet ancien idéal de la grande famille offre, dans le nouveau contexte de l'industrialisation, de précieux avantages que les contemporains ont tôt fait d'entrevoir: une économie familiale centralisée ou fédérée autorise l'accumulation du capital, sa concentration sur tel ou tel membre, son déplacement momentané, etc. Elle permet, tout en conservant une base de sécurité financière, d'augmenter la mobilité socio-économique en envoyant certains membres de la famille aller tenter leur chance dans les nouveaux secteurs d'activités qui s'offrent continuellement. Un réseau familial offre enfin la possibilité de répartir les risques, avantage non négligeable dans une économie en constante évolution.

Ces entreprises n'évoluent pas dans un «marché libre». Le marché très spécifique de la sous-traitance est dominé par les grandes compagnies d'achat. Les entreprises familiales sous-traitantes en sont réduites à des conditions de survie. Comment survivent-elles justement? Impossible de trouver réponse à cette énigme sans se pencher sur l'utilisation de la culture.

À Taiwan, le système de sous-traitance tient en place car il est fondé, expliquent Rita Gallin et Ross Gardner, sur l'actualisation d'une ancienne norme de division du travail entre ceux qui s'occupent de l'intérieur (les femmes) et ceux qui représentent la famille à l'extérieur (les hommes). Pour une entreprise familiale, offrir à la fois une main-d'œuvre bon marché et du travail de bonne qualité sont deux conditions sine qua non de survie. Une tâche dévolue aux femmes de patrons, qui dirigent et la maison et la fabrique familiale. Mais cela ne suffit pas pour assurer la survie de l'entreprise. Dans un marché dominé par de grands acheteurs, seuls véritables demandeurs de produits déjà fabriqués ou de tel ou tel nouveau produit, les petites entreprises n'ont pas d'accès direct et prolongé au marché international. Ils travaillent pour ceux qui ont réussi à atteindre cette position élevée d'intermédiaire entre l'industrie locale et le marché international. Ils le font d'ailleurs en vue de pouvoir eux-mêmes, un jour, atteindre cette position confortable et dominante de grand acheteur[15]. Car

15 On devine bien, dans une telle stratégie, le rôle que joue l'éducation, que les travailleurs les plus modestes ne considèrent jamais trop ambitieuse pour leurs

le marché ne fonctionne pas selon les mécanismes classiques du libre accès et de la concurrence. Il fonctionne par les relations particulières que chaque entreprise réussit à établir et à entretenir avec un ou plusieurs traders. On appelle ces relations sociales des relations fondées sur le sentiment, le *ganqing*. Les petits patrons occupent le plus clair de leur temps à maintenir avec leurs traders traditionnels et avec des acheteurs potentiels les relations qui vont attirer sur eux les indispensables commandes. Rita Gallin et Ross Gardner font toute la lumière sur la nature et le fonctionnement de cette denrée sociale précieuse qu'est le *ganqing* dans une économie de marché *à la chinoise*, en recourant il est vrai à l'analyse de Bernard Gallin et, le précédent, de Morton Fried.

Le rôle des entreprises familiales est abordé selon un point de vue similaire dans l'article de Lin Nan et de ses collègues[16]. Ils détaillent comment, dans le contexte historique, institutionnel et politique très particulier des années soixante, des familles, en recourant surtout à des ressources et à des stratégies sociales, furent capables de fonder et de faire prospérer les premières universités privées de Taiwan. Celles-ci représentent actuellement plus des deux tiers de toutes les universités taiwanaises. À travers une évocation de l'histoire de ces universités et l'étude de trois cas précis, ces chercheurs illustrent ce qu'ils appellent fort bien le travail de la «main invisible des normes sociales».

De telles analyses nous font voir sous un jour nouveau des arrangements institutionnels éminemment compétitifs, lucratifs, efficaces, et qui pourtant ne fonctionnent pas selon les règles classiques du marché ou de l'organisation rationnelle.

Les travaux de Rita Gallin et Ross Gardner ainsi que celui de Nan Lin et ses associés, établissent comment des valeurs traditionnelles peuvent être utilisées au profit de la réussite économique dans une situation contemporaine donnée. Selon eux, l'intervention de ces valeurs dans une situation moderne ne relève pas de la fatalité mais bien d'un choix. Or l'utilisation ou la réapparition des traits culturels entraîne parfois, dans un

enfants. Sur l'histoire de l'éducation à Taiwan, voir l'article suivant (LIN Nan et al., «Family Enterprise of Private Colleges in Taiwan», pp. 173-195).

16 LIN Nan, YI Chinchun, CHANG Ying-hwa, TSAI Yung-mei, «Family Enterprise of Private Colleges in Taiwan», pp. 173-195. En raison des délais rédactionnels, cet article est résumé ici de manière fort brève.

contexte de «modernisation», des effets inverses. C'est l'objet de l'article suivant de Virginia Cornue et Richard Wilson.

Avec l'égalitarisme excessif et le collectivisme de l'époque maoïste, le sort des femmes chinoises sur le continent semblait très semblable à celui des hommes[17]. Le statut de la femme en Chine jouissait d'une bonne réputation comparé à ce qu'il était dans d'autres pays en développement et même dans des pays comme la Grande-Bretagne ou le Japon. En outre, en 1992, le gouvernement de Pékin adopta un paquet de lois garantissant la protection des femmes et condamnant toute forme de discrimination par le sexe. La situation des femmes en Chine pouvait donc paraître fort enviable. Plusieurs études montrent au contraire que les femmes chinoises ont plusieurs motifs de mécontentement, qu'elles se sentent surexploitées, mal traitées par les réformes économiques actuelles. Virginia Cornue et Richard Wilson proposent quelques explications à ce phénomène paradoxal. Le gouvernement, malgré la promulgation de lois protégeant les femmes, encourage des politiques qui, elles, provoquent l'effet contraire: 1) le système de responsabilité par foyer, base de la décollectivisation de ces dernières années, augmente la dépendance des femmes par rapport à leur famille; 2) le contrôle des naissances, conjugué à ce système de responsabilité, rend les garçons plus attractifs aux dépens des fillettes; 3) lors de la redistribution des terres, le sol est en général distribué à des hommes plutôt qu'à des femmes; 4) en ville, les appartements sont alloués aux hommes plutôt qu'aux femmes; 5) l'idéologie courante de compétitivité économique élimine naturellement les femmes de la plupart des places de travail recherchées, etc. Pour toutes ces raisons, le statut de la femme chinoise sur le continent, bien qu'il fût élevé dans le passé et en dépit de nouvelles protections juridiques pourrait être en passe de régresser à mesure que les réformes économiques progressent .

IDENTITÉ CHINOISE À SINGAPOUR

Depuis un siècle, les sociétés chinoises sont en pleine mutation. Les articles précédents confirment que ces transformations s'accélèrent au tournant du millénaire. Dans une situation si mouvante, qu'en est-il de l'identité chinoise? Aucun exemple n'est plus parlant à ce propos que la société chinoise singapourienne qui, selon l'expression de Kwok Kian-

17 Virginia CORNUE et Richard W. WILSON, «Liberalization and Lost Opportunities: The Case of Chinese Women», pp. 197-214.

Woon, n'est pas une société chinoise[18]. L'affirmer, c'est en même temps proposer quelques repères pour définir ce qu'est une société chinoise. Kwok Kian-Woon en avance trois: 1) La dimension historique: comment l'identité chinoise change-t-elle avec les transformations sociales? 2) La dimension hiérarchique: comment l'État forge-t-il une telle identité? — une problématique déjà familière, d'un côté les rapports entre normes culturelles, traditionnelles et/ou gouvernementales, de l'autre les tactiques d'adaptation des populations concernées. 3) La dimension intellectuelle: comment les intellectuels sont-ils, en fin de compte, les véritables artisans de l'identité sociale de leur communauté?

L'identité chinoise à Singapour s'est forgée dans son histoire de colonie dépendante des grands événements de la scène internationale. Tout d'abord, alors que la Chine était à genoux, qu'elle apparaissait aux riches commerçants chinois de Singapour comme un empire fossilisé appelé à disparaître, l'identité des Chinois des Straits Settlements se modela sur l'exemple britannique, sur l'image d'un empire au sommet de sa gloire, incarnant les valeurs universelles du progrès et de la modernisation. Ensuite, durant la longue période de montée du nationalisme puis du communisme chinois, de 1911 à la fin des années cinquante, en même temps que l'empire britannique cédait à d'autres puissances la première place, les Chinois de Singapour se sont de plus en plus tournés vers la Chine. Ce revirement donna lieu à de grands débats entre avocats des valeurs particulières de la culture chinoise et défenseurs de l'universalité des valeurs modernes. Enfin, actuellement, l'identité chinoise à Singapour est entrée dans une troisième phase. Les réformes en Chine populaire et l'émergence du géant chinois sur la scène économique mondiale poussent les Singapouriens d'origine chinoise (77,7% de la population) à suivre leur attrait naturel pour l'héritage culturel chinois, argumentant de manière toute pratique et rationnelle, que cette attitude est, dans les circonstances actuelles, économiquement souhaitable!

Que sont les sociétés chinoises, qu'est-ce qu'une société chinoise? Kwok KianWoon en arrive à la conclusion qu'aucune réponse toute faite n'est possible. L'étude de chaque cas, de chaque région et de chaque époque demeure la démarche indispensable.

18 KWOK Kian-Woon, «Social Transformation and the Problem of Social Coherence: Chinese Singaporeans at Century's End», pp. 217-241.

Vu de notre point de vue, le sort des sociétés chinoises à l'aube du troisième millénaire devrait entraîner dans son sillage les notions d'égalité devant la loi, de liberté d'opinion, de pluralisme politique, de rationalisation de l'économie et de l'administration, tous thèmes que, depuis deux siècles, les économistes et les politologues associent au progrès, à la modernité. Les articles ici réunis font appel à de tout autres notions: capital familial, réseau de parenté, relations fondées sur le sentiment (*ganqing*), relations privilégiées (*guanxi*), groupes d'intérêts sans organisation formelle, logique de l'échiquier plutôt que logique de marché, utilisation de traits culturels, performances économiques sans transformations de la hiérarchie politique. Pour reprendre une phrase de Nan Lin et al., les transformations des sociétés chinoises semblent dépendre de la main invisible des normes sociales, paramètre qui varie considérablement selon les époques, les lieux et les communautés. C'est là peut-être un début de réponse à la question posée au début de cette introduction: les transformations économiques et industrielles de l'Asie chinoise relèvent en effet d'un processus de modernisation. Mais cette modernisation ne s'appuie pas sur les valeurs occidentales d'égalité, de liberté, de pluralisme, d'individualisme. Elle ne suscite pas non plus l'apparition de ces valeurs dans les sociétés chinoises. Jusqu'à maintenant, les chercheurs occidentaux ont eu tendance à trouver cette dichotomie paradoxale et à la juger inquiétante. Or le succès matériel de la modernisation dans les sociétés chinoises est si spectaculaire, tellement incontestable, que les données du problème semblent s'inverser: les caractéristiques de la modernité à l'occidentale (égalité, liberté, individualisme, etc.) ne sont que les caractéristiques culturelles de la modernisation en Europe et en Occident. De même, la modernisation en Chine se met en place grâce à des caractéristiques culturelles spécifique.

L'étude de la modernisation ne doit donc pas être la recherche, toujours vaine, de nos particularismes dans d'autres contextes, mais au contraire une occasion de reconnaître toute particularité culturelle restée vivante dans chaque nouvel exemple de modernisation.

RÉFÉRENCES

WILL Pierre-Etienne, «Chine moderne et sinologie», pp. 7-26, *Annales*, 49e année, N° 1, jan.-fév. 1994.

BERGER Peter L., «Does Sociology Still Make Sense?», *Revue suisse de sociologie*, vol. 20, N° 1, 1994, pp. 3-12 (publication originale aux USA en 1992).

SCHMUTZ Georges-Marie, *La Sociologie de la Chine. Matériaux pour une histoire, 1748-1989*, Berne: Lang, 1993.